

HIS ▶ HIJP ▶ AIGP

Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz
Harmonisation de l'informatique dans la justice pénale
Armonizzazione dell'informatica nella giustizia penale

Organisation, activités des autorités cantonales et fédérales, et standards

Journée d'industrie Justitia 4.0, 17^{ième} février 2021

Jens Piesbergen

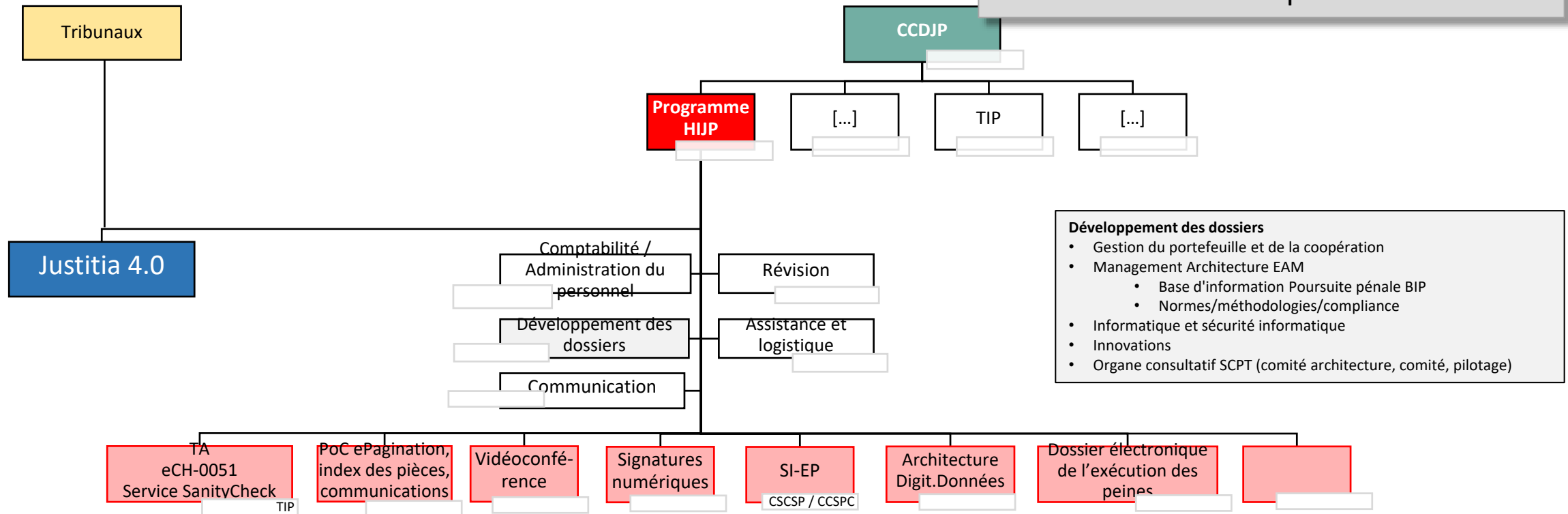
Buts

- Explication des organisations HIJP et du projet Justitia 4.0
- Activités à l'échelon national pour la transition numérique
- Standards essentiels pour l'échange de données dans le système judiciaire
- Changement de paradigme induit par la transition numérique

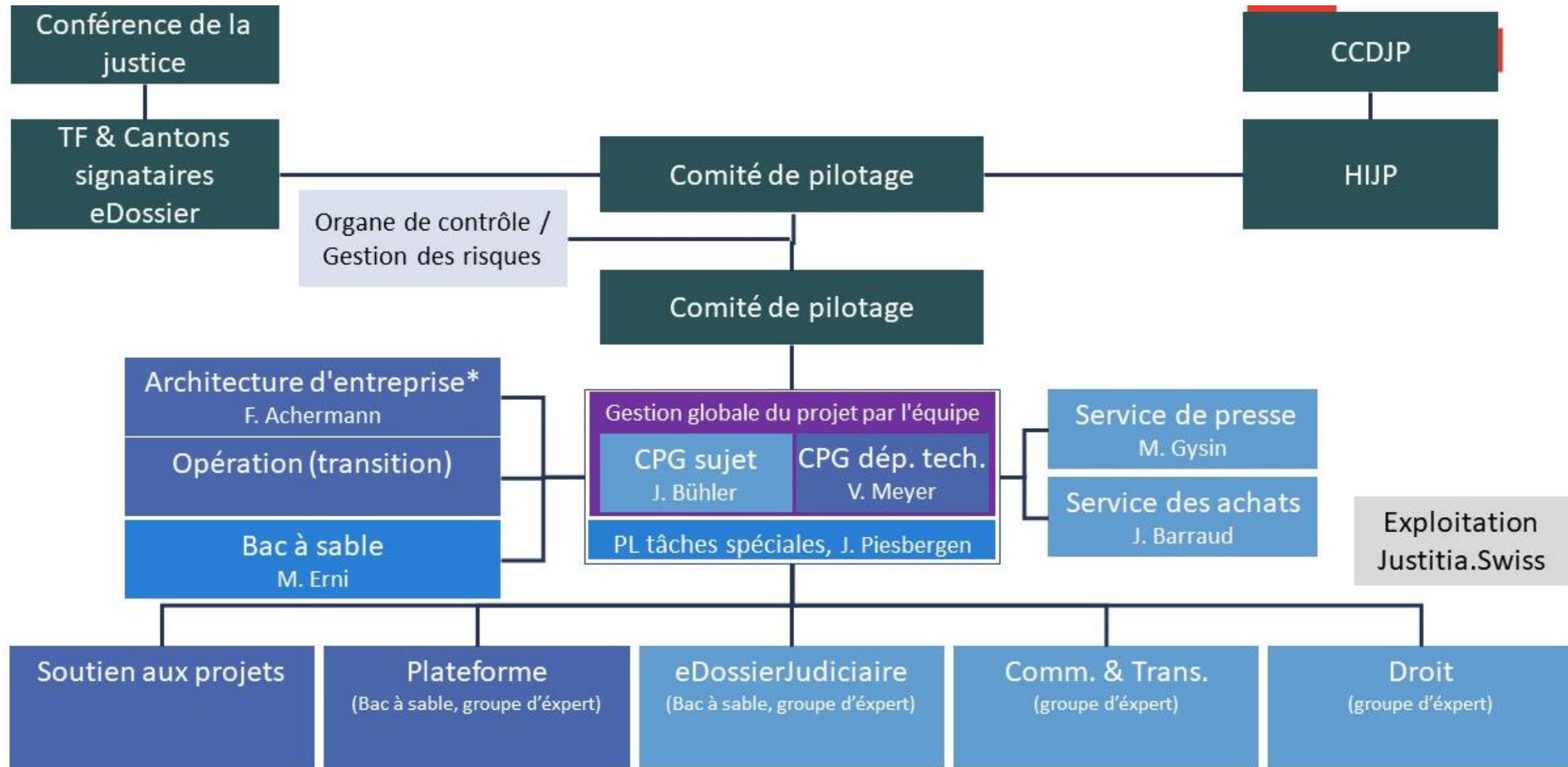
Intégration «Justitia 4.0» dans HIJP

Programme HIJP

- échange des données sans rupture de continuité
- chaîne des processus de travail intégrés
- entre des acteurs fédéraux, cantonaux et d'autres acteurs professionnels



Organisation projet «Justitia 4.0»

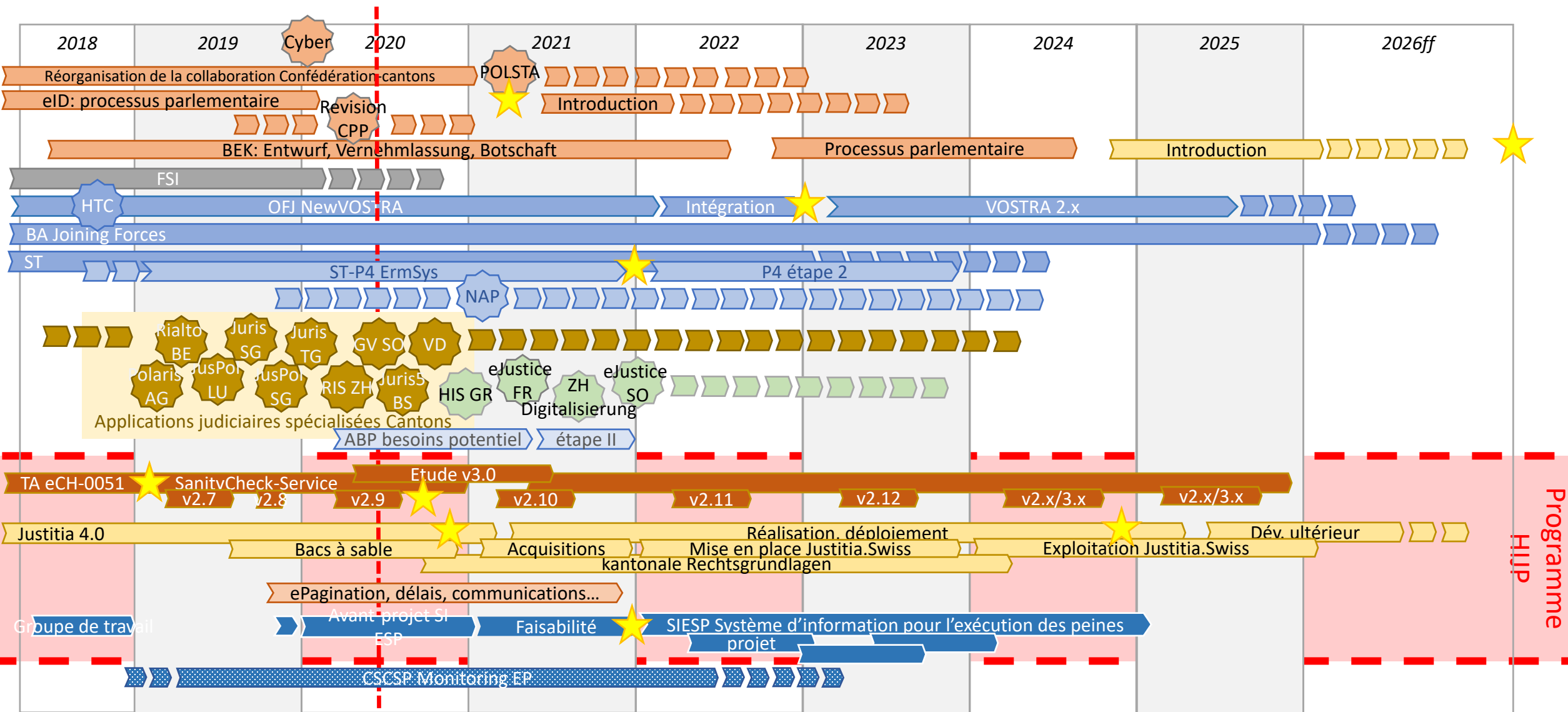


* Y compris la sécurité, la qualité, la technologie

CPG: chef de projet global

Vue d'ensemble des activités fédérales

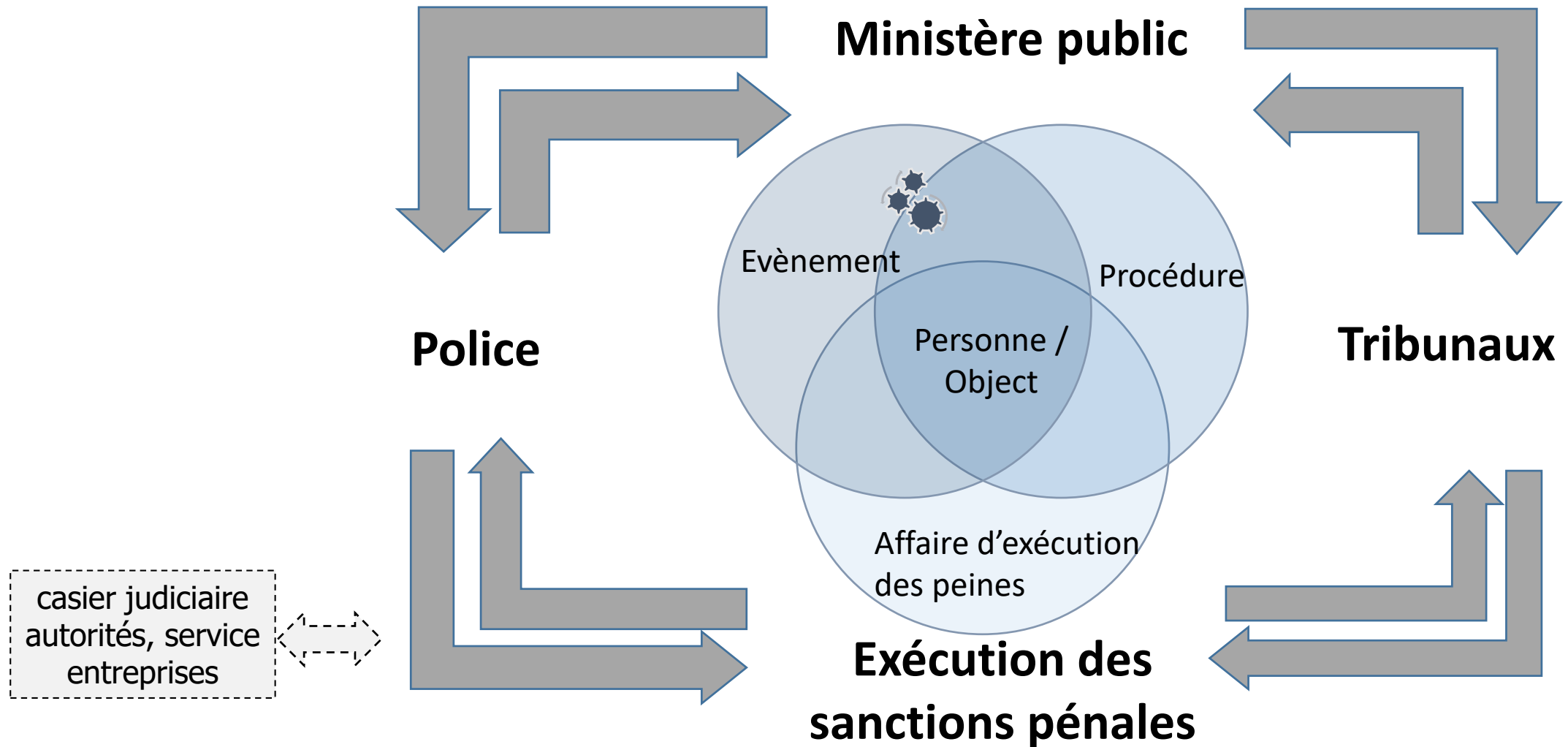
Etat: 31.01.21



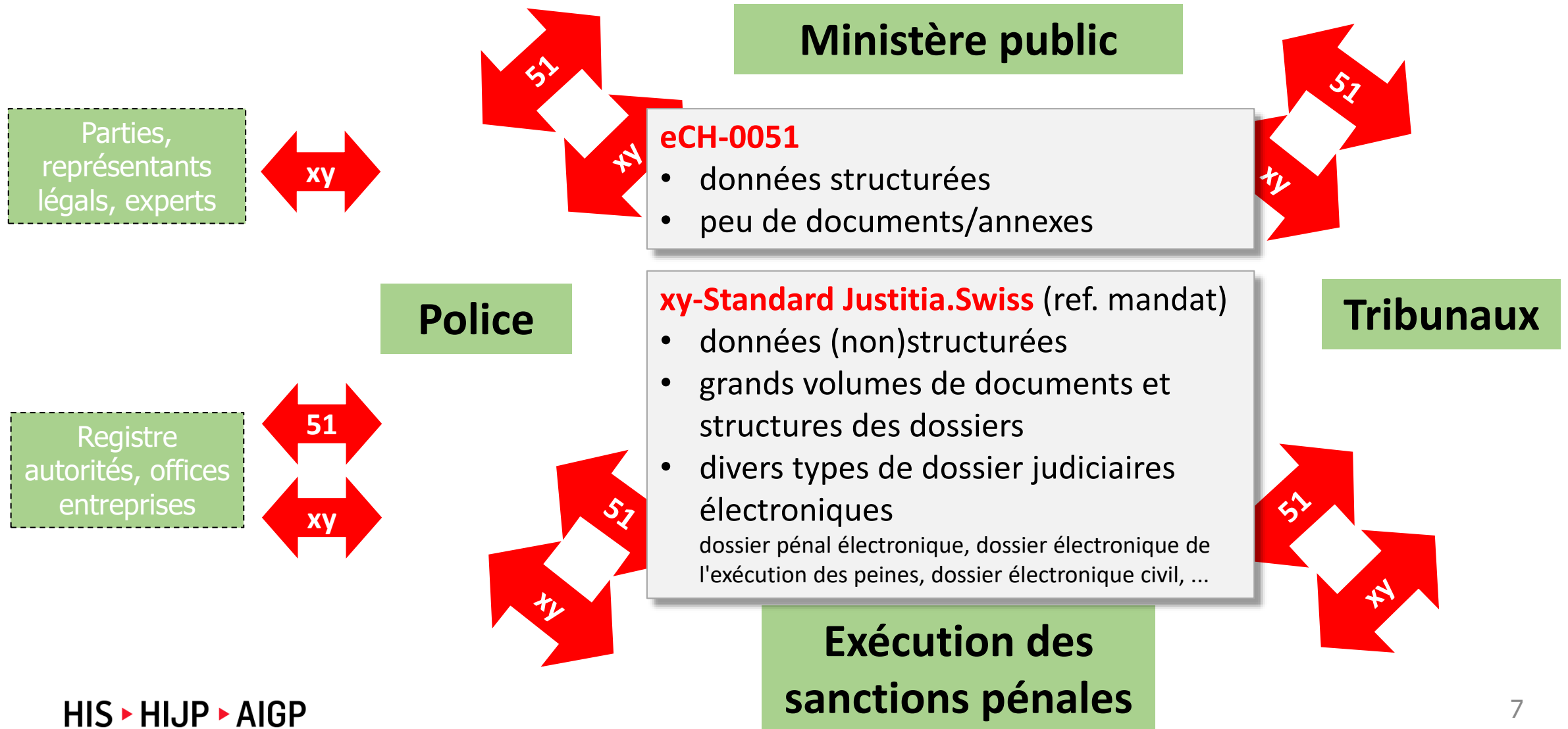
HIS ▶ HIJP ▶ AIGP

LOE: loi fédérale sur la communication électronique avec les tribunaux et les autorités; FSJ: Fédération suisse d'identités; HTC: Harmonisation des tableaux de codes; ST: Surveillance des télécommunications; NAP: Plateforme de consultation nationale; ABP: analyse des besoins et du potentiel; TA Traitement des affaires

La chaîne pénale



Utilisation de standards pour l'échange des données



Paradigmes, changement de paradigme

Travail hybride et numérique

- Équipement du poste de travail, infrastructure, indépendamment du lieu et du temps
- Données, étendue des données
- Applications, interopérabilité

Du dossier papier au dossier électronique

- eDossier / dossier judiciaire électronique
- Documents, données de procédure, méta-données
- Changement de support, archivage
- Obligation de signature, sceau officiel, signatures électroniques

Architecture informatique

- Séparation des données et applications
- *once-only*
- Modularisation des applications
- Centralisation, décentralisation

Modèles d'exploitation pour les applications et/ou données

- Installation sur place
- SaaS (*Software-as-a-Service*)

Autres

- Souveraineté sur les données: toujours auprès de l'autorité dirigeant la procédure (gouvernance)
- Identités électroniques et SI-E

Développement des compétences – autorités, fournisseurs

Changement dans la façon de travailler

(hybride/numérique)

- Autonomiser les employés pour l'utilisation de l'infrastructure et des outils
- Formation/formation continue, recrutement
- Autonomiser l'organisation/autorité judiciaire
- Ajustements selon des directives, processus internes
- profil de l'emploi / activités professionnelles

Développement des capacités des systèmes

- eDossier / dossier judiciaire électronique, cycle de vie
- Poste de travail du juge, poste de travail du procureur, poste de travail du personnel d'exécution des peines
- Intégration de nouvelles fonctions, *UI/UX* moderne
- protection contre toute modification
- Interaction avec la plate-forme judiciaire
- Intégration avec les applications existantes
- Échange des données standardisé et moyens de transport différents
- Gestion des données et modèles d'exploitation

Kontakt

Dr. Jens Piesbergen
Programm-Manager HIS

+41 79 473 87 56

jens.piesbergen@kkjpd.ch

Newsletter unter:

- www.his-programm.ch
- www.justitia40.ch

HIS-Programm, KKJPD, Nordring 8, 3013 Bern

Die HIS-Trägerschaft

HIS wird durch eine Vereinbarung zwischen den Kantonen und einigen Bundesstellen getragen. Die Vereinbarung wurde am 12. November 2015 gutgeheissen und im Laufe des 2016 durch die Kantone und den Bundesstellen unterschrieben.

Die Trägerschaft entscheidet über die politische Ausrichtung und stellt die Finanzierung sicher.



Folgende Kantone haben die Vereinbarung unterschrieben:

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Folgende Bundesstellen haben die Vereinbarung unterschrieben:

Bundesamt für Justiz (BJ), Bundesanwaltschaft (BA)